

RÉDACTION  
ET  
BUREAU D'ABONNEMENTS

Lausanne, Rue de St-François 20.

On s'abonne, en Suisse, en Allemagne et en Autriche, dans tous les bureaux de poste. Les abonnements partent du 1<sup>er</sup> ou du 15 de chaque mois.

PRIX D'ABONNEMENT

	Un an	6 mois	3 mois
Suisse	Fr. 20	10 50	5 50
Union postale	» 36	18 50	9 50

Prix du numéro: 10 centimes.

## Abonnements de vacances.

La Gazette de Lausanne sert pendant l'été des abonnements de vacances, par semaines ou par mois, aux conditions suivantes:

SUISSE:

Une semaine, **soixante centimes**.  
Un mois, **deux francs**.

ÉTRANGER:

Une semaine, **un franc**.  
Un mois, **3 fr. 50**.

LAUSANNE, 15 juillet 1891.

## BULLETIN POLITIQUE

Un changement de régime politique en Hollande est chose certaine. Le ministre conservateur du baron de Mackay s'est survécu quelques semaines pour présider à la réception de l'empereur allemand. Aujourd'hui il est officiellement démissionnaire.

Les élections générales pour le renouvellement de la deuxième chambre des États généraux ont fait passer la majorité de droite à gauche. Jusqu'ici l'alliance des « anti-révolutionnaires » protestants avec les catholiques était maîtresse de la situation. L'assemblée nouvellement élue, par contre, compte 53 libéraux, 2 radicaux, 20 anti-révolutionnaires et 25 catholiques. Les partis conservateurs y sont en minorité de dix voix. Ajoutons que le chef des socialistes, M. Domeela Nieuwenhuys, a été éliminé.

Qui va être chargé du pouvoir? La reine-régente a fait appeler soit M. Heemskerk, ministre d'Etat, le précédent chef du parti conservateur, soit le leader des libéraux dans la seconde chambre, M. Tak van Poortvliet.

Le premier, qui a déjà présidé trois ministères, a 73 ans. Il est encore très vert et reprendrait probablement le pouvoir s'il en était pressé par la reine. Mais il n'est pas probable que cela arrive. M. Heemskerk n'est pas un homme de parti exclusif; il s'imposait quand les deux fractions du parlement se trouvaient de force égale, car il n'était absolument désagréable à personne.

Mais la prépondérance numérique de la gauche va la rendre plus exigeante. Elle voudra probablement un ministère à elle et sera de force à l'exiger. Dans ce cas le premier ministre serait très probablement M. Tak van Poortvliet, qui prendrait le portefeuille des travaux publics. Comme ministre de l'intérieur, on désigne le Dr van Trehoven, bourgmestre d'Amsterdam, comme ayant toutes les chances.

Le télégraphe avait annoncé un adoucissement du régime des passeports. La catastrophe de Monchenstein était, pour mettre un terme à ce régime ridicule et odieux, une occasion toute trouvée pour un gouvernement éclairé. C'est le contraire qui se produit. L'Alsace-Lorraine est avertie qu'elle va subir une *Verschärfung*, une aggravation de ce régime. En quoi consistera-t-elle? C'est assez difficile à comprendre. Mais il faut pour cela se fier à l'ingéniosité des bureaucrates.

Pour justifier ce redoublement de rigueur, le gouvernement impérial fait raconter une histoire terrifiante: Il lui est tombé entre les

maines les statuts et la liste d'une association pour la revanche, dont le siège est à Nancy. Elle compte environ six cents membres et se qualifie modestement de société de secours mutuels. Mais elle se propose en réalité de faire ses efforts pour le retour du Reichsland à la France et de combattre la concurrence étrangère sur le terrain commercial. Un grand nombre d'Alsaciens-Lorrains émigrés de l'autre côté des Vosges en font partie. « Probablement, dit la Gazette de Francfort, un grand nombre de ses membres ignorent-ils à quoi on compte employer leur signature et leur cotisation, car dans le catalogue des sociétaires, on trouve beaucoup de gens qui ne sont nullement des échauffés. »

Il est certain que c'est là un très grand danger et que ces six cents sociétaires, dont un certain nombre ne savent même pas à quoi ils sont engagés, mettent en péril la conquête allemande.

Si la société de Nancy existe réellement, nous n'en savons rien. Cela est très vraisemblable. Le but qu'elle poursuit est écrit dans le cœur de millions de Français. Mais le gouvernement allemand croit-il vraiment imposer silence à ces revendications, effacer le désir de revanche, assimiler les provinces annexées, en rendant chaque jour plus lourd et plus pénible le régime de fer qui pèse sur l'Alsace-Lorraine? Il se proposerait le but contraire qu'il ne pourrait s'y prendre de façon plus efficace.

Les élections municipales viennent de le montrer. Dans toutes les villes où les autorités communales étaient encore alsaciennes, la majorité s'est accrue. A Metz, où les immigrés étaient parvenus à s'emparer de l'hôtel de ville, ils viennent d'en être chassés par les électeurs.

C'est à cela qu'a abouti le régime des passeports!

## Le verdict de Zurich et la presse.

JOURNAUX RADICAUX

La plupart d'entre eux s'abstiennent encore de commentaires. Ils se bornent à insérer de flamboyants télégrammes de Bellinzona et de Lugano sur l'allégresse générale qui règne au Tessin, les ovations aux accusés, les salves d'artillerie, les illuminations, les foules énormes dans les rues, etc., etc.

Quiconque connaît le Tessin sait ce qu'il faut penser de ces amplifications.

La *National Zeitung*, les *Basler Nachrichten*, la *Berner Zeitung*, s'abstiennent encore de toute réflexion.

Il ne suffit pas au *Bund* que les émeutiers soient libérés; il faut châtier leurs victimes. Ainsi M. le Dr Reali, président du Grand Conseil tessinois, ayant été désigné comme membre de la délégation qui représentera son canton à Schwytz, le *Bund* demande formellement qu'il soit exclu, comme indigne, de la fête jubilaire suisse. Pourquoi? Parce que sa maison ayant été envahie par les *bravi* de Lugano, son argent volé et sa mère malade si cruellement ébranlée qu'elle en est morte, M. Reali a eu l'audace de s'en plaindre devant les assises de Zurich!

Le *Genevois*:

Le bon sens helvétique l'a heureusement emporté. Dans quelques jours, la Suisse pourra célébrer le glorieux anniversaire de sa fondation, sans que sa joie soit troublée par cette amère réflexion que des ci-

toyens expient dans les prisons fédérales leur amour de l'indépendance et leurs tentatives d'émancipation.

JOURNAUX LIBÉRAUX

Le *Journal de Genève*:

On a beaucoup parlé des « fantaisies » de la justice tessinoise; trouverait-on aisément, même au Tessin, un second exemple d'un aussi singulier procès?

Le procureur-général désertant dès le premier jour le poste auquel il avait été placé; un acte d'accusation dérisoire et absolument irrégulier dans le fond et dans la forme; la direction des débats entièrement abandonnée aux avocats de la défense; l'objet même du procès, l'insurrection du 11, passé presque sous silence; les témoins à charge transformés en accusés et accusés interrogés en quelques mots, pour la forme, puis laissés libres de prononcer de véritables plaidoiries; des articles diffamatoires du *Döcker* produits comme pièces à charge contre le gouvernement tombé; les tribunaux tessinois attaqués par les parties en cause sans qu'il ait été permis de rétablir par le dépôt des pièces officielles, la vérité altérée par des dépositions matériellement fausses; le procureur-général déclarant, je ne sais trop par quelle fiction, qu'il considère les quelques questions discrètes adressées par lui aux accusés comme faisant partie intégrante de son réquisitoire et s'en autorisant pour ne soutenir qu'une accusation non précisée, équivalant presque à une mise hors de cause; enfin, au dernier moment, le président lui-même, dans la manière de poser les questions au jury, consacrant, de sa haute autorité, une théorie juridique sur la légitime défense imaginée par M. Forrer, et si contestable que le procureur-général lui-même avait cru devoir la réfuter, théorie qui ne tendrait à rien moins qu'à légitimer le droit du peuple à l'insurrection que les Robespierres tessinois et leurs défenseurs prétendent insérer dans notre droit public suisse!

Car c'est bien ainsi qu'a été posée la question, avec une franchise allant jusqu'au cynisme, surtout par MM. Kurz, Amsler et Zürcher: « Étant donné un gouvernement conservateur clérical, par conséquent tyrannique, n'est-il pas permis au peuple de se lever pour le renverser et pour reprendre ses droits de souverain, même par la violence? » Et l'on nous a cité, comme une indiscutable autorité, la fameuse phrase de la Déclaration des droits de l'homme: « Quand un gouvernement foule aux pieds les droits du peuple, l'insurrection devient le plus sacré et le plus impérieux des devoirs. »

Nous savions bien déjà que les radicaux tessinois ont plus de respect pour la constitution française de 93 que pour la constitution fédérale, mais nous ne nous étions pas attendus à voir des représentants des cantons les plus éclairés de la Suisse au Conseil national consacrer des théories si grossières de conséquences et qui ne tendent à rien moins qu'à ramener notre pays à cinquante ans en arrière et à faire de nouveau planer au-dessus de nous la menace des guerres civiles dont nous croyions n'avoir plus à craindre le retour. Ailleurs qu'au Tessin, il y a des gouvernements conservateurs et cléricaux; et les paroles prononcées au *Rathhaus* de Zurich ont été entendues dans d'autres villes qu'à Lugano ou à Bellinzona.

... Bien que l'on ait tout fait dans le procès actuel pour écarter l'idée de complot, les débats ont pourtant clairement révélé ce fait: il existe dans un canton frontière, non pas un parti, mais un groupe organisé d'une manière permanente en vue de la révolte, groupe remuant et audacieux, qui a réussi à entraîner à sa suite tout le parti radical tessinois. L'insurrection du 11 septembre, préparée de longue main, a été son œuvre. On a vu plus tard à Lugano les hommes de la *Coda* assaillir les troupes fédérales; on les a vus, à Capolago, fraterniser avec les anarchistes italiens. On vient de nous représenter ces gens-là comme les défenseurs du libéralisme; on les a donnés en exemple à la Suisse; ils vont rentrer en triomphateurs dans leur canton. Puisse le procès de Zurich ne pas marquer un jour comme une date fatale dans l'histoire de notre pays!

la fusillade et de ces mitrailleuses dont la sinistre complainte ne s'efface plus de notre mémoire lorsque nous l'avons entendue une fois; c'est comme un éraquement macabre dont l'horreur vous transperce de part en part et vous donne le frisson.

Nous voici arrivés à Crétel, un village abandonné et dont les maisons désertes ne renferment plus un seul habitant, car tous ont fui vers la capitale. Nous voulons descendre de nos voitures, mais on nous crie qu'il faut attendre; on se bat en effet à l'autre extrémité de la rue où nous sommes, et le combat est trop vif pour que nous puissions commencer notre besogne. Que faire en attendant? Nous profitons de cet arrêt d'un quart d'heure pour casser une croûte, car la faim commence à se faire sentir et il faut bien prendre des forces en vue du travail que nous avons en perspective. Mais voici que des coups de feu deviennent plus espacés; il se produit une sorte d'accalmie. C'est le moment de nous porter en avant. Nous sautons de nos voitures, saisissons nos brancards et nos drapeaux, et nous nous glissons derrière un mur où s'abritent les avant-postes. De distance en distance, à travers des meurtrières, des soldats agenouillés épaulent leur fusil et font feu. On nous dit que des blessés se trouvent dans le voisinage et nous nous disposons à leur porter secours, lorsque tout à coup une rumeur confuse, qui grandit d'instinct en instant, attire notre attention. Que se passe-t-il donc? Dans la rue que nous venons de quitter déserte un instant auparavant, s'élève un nuage de poussière; puis nous voyons apparaître une colonne indistincte de fourgons, de caissons et d'uniformes, qui, pareille à une vague refléonée en arrière, roule son flot pressé dans la direction de Paris. Dips cette foule, on voit des soldats défilant pêle-mêle, tout noirs de poudre, des officiers qui jurent, des chevaux qui se cabrent, des roues qui s'accrochent, des infirmiers qui se cherchent et s'interpellent, le tout entraîné du même coté et tourbillonnant dans une confusion vraiment fantastique.

Nous interrogeons un soldat, et nous apprenons

Le *Berner Tagblatt*:

Tout Suisse qui tient à l'honneur de son pays rougira...

Aujourd'hui des centaines de mille braves confédérés regardent avec indignation du côté de Zurich, où vient de se passer cette chose inouïe: des insurgés, contre lesquels les pièces du procès témoignaient de la manière la plus catégorique, qui se sont présentés devant le tribunal avec forfanterie et se glorifiant de leurs méfaits, sont sortis libres, accompagnés des acclamations de la foule...

C'est une belle perspective ouverte aux Suisses non radicaux pour la fête jubilaire de Schwytz. Déjà le *Bund* se permet de dicter aux Tessinois le choix de ses délégués. Quelle attitude pourront prendre les radicaux des cantons de la Suisse primitive en présence de la nouvelle déclaration de guerre du radicalisme et du Kulturkampf contre les catholiques conservateurs? Le verdict de Zurich nous apportera beaucoup de choses, mais rien de bon: il n'accroîtra pas le sentiment de la justice dans le peuple, il n'apaisera pas les haines politiques, il n'affermira pas la confiance entre confédérés.

L'*Allgemeine Schweizer Zeitung* dit qu'on ne pouvait se faire aucune illusion sur le résultat du procès après avoir vu comment il a été mené:

Et cependant, aujourd'hui que nous nous trouvons en présence de faits accomplis, que les assises ont déclaré exemptés de toute faute les conjurés, dans les rangs desquels le *bravo* Castioni a commis son meurtre, et qui s'étaient enrôlés de bandits étrangers de toute provenance, nous éprouvons une honte profonde et les appréhensions les plus graves. Honte vis-à-vis de l'étranger pour notre Suisse déconsidérée en tant qu'Etat régi par des lois, puisque le droit à la révolution a été proclamé impudemment et des faits criminels mis au rang d'actes honorables. Graves appréhensions quand nous songeons aux conséquences que peut avoir ce déni de justice vis-à-vis de nos confédérés catholiques, pour la solidarité suisse. Qu'on ne s'abuse pas: le verdict du jury n'est pas un acte de faiblesse judiciaire, c'est une victoire du radicalisme brutal...

Il est bon cependant que ces délibérations n'aient pas été étouffées par une amnistie préalable. Elles ont montré à plus d'un, qui doutait encore, ce que l'esprit du parti radical peut faire dans notre pays sous le masque du droit...

Seule parmi les journaux libéraux, la *Nouvelle Gazette de Zurich* tient un autre langage. Elle fait sa part dans le concert d'imprécations contre le « cléricisme » tessinois. Elle reconnaît que des deux parts on a « abondamment menti » devant les assises, mais loue les accusés d'avoir nettement accepté la responsabilité de leurs actes. Ce n'est pas pourtant que notre confrère accepte sans réserve le verdict rendu:

Sans compter qu'il va causer une nouvelle irritation dans le parti libéral suisse, et empêcher pour longtemps la pacification du Tessin, il a, en doctrine, des conséquences redoutables: il reconnaît — notamment d'après les questions que M. le président Olgiati a posées aux jurés — le droit de renverser par la force des gouvernements cantonaux. Nous espérons qu'on ne passera pas de la théorie à la pratique. Puisse, non seulement le parti conservateur-clérical, mais aussi le parti radical, tirer de ces délibérations cet enseignement que tout régime de parti est mauvais et doit conduire à des catastrophes préjudiciables à la force et à la considération de tout le pays.

JOURNAUX CONSERVATEURS CATHOLIQUES

La *Ostschweiz*:

Si demain, M. Seidel, avec quelques bataillons ouvriers, pénètre à l'hôtel de Ville de Zurich, met les sept messieurs à la porte, s'y installe avec Conzett et d'autres semblables, comme gouvernement provisoire, qu'arrivera-t-il? M. Seidel ne manquera pas de dire: « Je n'ai en aucune intention illégale, au contraire, j'ai simplement voulu rendre les classes pauvres plus heureuses que ne faisait le précédent gouvernement. » Le droit à l'émeute est nettement proclamé... Ce ver-

cer, qui a causé cette alerte, c'est un mouvement offensif de l'ennemi; les obus pleuvent sur le village, et la position devenant intenable, il a fallu rétrograder.

Tout à coup, à ce vacarme succède le silence; le mouvement de retraite a cessé comme par enchantement. Qu'y a-t-il encore? Comment expliquer ce calme soudain? La clé du mystère, c'est qu'un armistice d'une demi-heure vient d'être conclu dans le but de permettre aux belligérants d'enterrer leurs morts. C'est le moment propice que nous guetions; nous reformons nos rangs et nous nous élançons à travers champs entre les avant-postes des deux armées. Des prés, des vignes s'étendent devant nous à perte de vue; nous interrogeons du regard chaque pli de terrain et fouillons avec soin les moindres touffes de terre, les ceps de vigne, les touffes d'herbe, pour voir si quelque blessé n'y est pas gisant. En voici un qui s'est traîné jusqu'à nous d'une grande distance; il est affreusement mutilé; en un instant il est placé délicatement sur un brancard et emmené vers la voiture d'ambulance... Plus loin, nous en apercevons un autre, mais quand il nous voit nous disposer à le ramasser, il branle la tête tristement comme pour nous dire: C'est inutile! Je n'ai plus besoin de vous! et quelques minutes plus tard il rend le dernier soupir. Là-bas en voilà encore un couché, immobile. Mort ou blessé? Tout à coup il lève un bras en l'air résolument en guise d'appel, comme s'il voulait nous crier: Je ne suis pas un cadavre! Je suis bien vivant! Nous courons vers lui; c'est un mobile breton, et, comme nous l'exhortons à mettre sa confiance en Dieu, il nous répond: « Oh! oui! J'ai mon scapulaire! » un rempart bien fragile, hélas! pour nous mettre à couvert de la justice de Dieu sur le seuil de l'éternité!

En cheminant d'un blessé à l'autre, nous sommes arrivés sans nous en apercevoir tout près de la zone de terrain occupée par l'ennemi. A une centaine de mètres de nous, nous voyons surgir une forme grise qui s'agite, et un cri rauque retentit dans une langue qui n'est pas celle que nous parlons; c'est un soldat allemand qui nous appelle et nous fait signe d'avancer.

diét sera considéré par l'histoire comme le tombeau de la sécurité politique en Suisse.

Les accusés eux-mêmes ont donné la vraie caractéristique du procès quand ils ont déclaré ne demander aucune indemnité de dédommagement pour eux-mêmes.

La *Liberté* de Fribourg:

Et dans quelles conditions a lieu cet acquittement? Au cri de guerre contre le catholicisme (lire surtout le discours du Dr Weibel). C'est contre nos croyances, contre notre liberté de conscience qu'a été prononcée la sentence du jury zuricois. Soyez catholiques, tout est permis contre vous; on peut vous assassiner, vous emprisonner, vous calomnier. Telle est la nouvelle jurisprudence de la justice fédérale, telle qu'elle ressort des assises désormais tristement célèbres de Zurich.

Voilà comme on prétend nous enseigner la tolérance et la paix confessionnelle! Et voilà surtout qui va encourager les catholiques suisses à soutenir la politique fédérale dans les nombreux referendum et votes populaires qui se préparent!

Le Dr Weibel, leader des vieux-catholiques lucernois, a déclaré que la révolution tessinoise n'était qu'un incident de la « lutte séculaire contre l'ultramontanisme » et qu'un gouvernement composé de conservateurs-catholiques n'était pas possible en Suisse.

On se souviendra de ces paroles dans le camp catholique lorsque la Confédération viendra mendier nos suffrages.

L'acquiescement des révolutionnaires tessinois est gros de conséquences. Il supprime l'Etat de droit pour lui substituer le règne de la violence et de l'émeute. La révolution est légitimée lorsqu'elle se fait contre un gouvernement conservateur. Nous saurons donc que nous sommes hors la loi, et notre conduite est toute dictée en cas de troubles. Le parti attaqué par la force n'aura qu'à se rendre justice lui-même par la force également.

Et ailleurs le même journal écrit:

Devant l'opinion impartiale, beaucoup mieux reliée dans la presse étrangère que dans les journaux suisses trop mêlés aux passions du jour, la justice fédérale sort non pas seulement amoindrie, mais étouffée, des assises de Zurich. C'est là un grand malheur. Que reste-t-il dans une nation quand a disparu la confiance en ceux qui tiennent en main la balance du droit? Le peuple, armé enfin de l'initiative, verra s'il veut supporter longtemps encore cette situation qui met cette chose sacrée entre toutes, la justice, dans les combinaisons d'un parti politique qui a besoin de tous les moyens pour maintenir sur la Suisse une domination usurpée par la violence.

Le *Vaterland*:

Une nouvelle violation du droit vient s'ajouter à la violation du 11 septembre. La Suisse donne à l'Europe le lamentable spectacle d'un Etat régulièrement organisé qui descend au niveau des républiques de l'Amérique du Sud où l'émeute est à l'état chronique.

L'espace nous manque pour dire aujourd'hui la portée de ce verdict qui ébranle les colonnes de notre édifice politique. M. Scherb l'a dit à la veille de cette néfaste journée du 14 juillet: « Admettre que l'emploi de la force peut se justifier parfois en Suisse, c'est prononcer l'arrêt de mort de nos institutions démocratiques et républicaines dont nous sommes si fiers. Admettre ce principe, c'est introduire la révolution en permanence. »

C'est là une parole profondément sérieuse et vraie. Qu'on se réjouisse, dans les rues de Zurich, de la victoire d'hier! C'est une victoire, sans doute, mais une victoire de l'esprit de parti sur le droit, une victoire dont la justice se voile la face et dont l'Helvétie rougit.

Et maintenant à l'œuvre, vous tous qui avez, le goût des révolutions! La révolution est permise, ont dit les assises de Zurich; il n'y a point de punition pour elle. Allez-y gaîment!

Pauvre Suisse!

car, il cherche à nous faire comprendre tant bien que mal qu'un blessé français prisonnier réclame notre secours. Nous accourons à l'appel, et l'on nous fait descendre dans un trou profond creusé dans la terre, où de solides gaillards, espèce de géants, sont accroupis, assis en cercle sur de la paille; de l'air le plus tranquille du monde ils promettent sur nous des regards investigateurs; l'un d'eux a la bouche une grande pipe de porcelaine au long tuyau, qu'il savonne avec béatitude, et dont les épaisses bouffées semblent lui faire oublier tous ses maux. Nous sommes au milieu d'un poste wurtembergeois. Un officier très poli et parlant fort bien le français, nous montre du doigt un corps enveloppé dans une couverture; un pantalon rouge émerge de ces profondeurs, et nous entendons une voix très faible et altérée par la souffrance nous dire: « Je ne veux pas mourir ici! Emmenez-moi là-bas! » et le prisonnier montrait du doigt les lignes françaises. Nous le rassurons bien vite, en lui disant que nous sommes venus pour cela, que nous allons le ramener de l'autre côté, et alors, sur sa pâle figure se dessine un semblant de sourire. C'est si dur de mourir en pays ennemi, loin de ses compagnons d'armes et de tous les siens!

Mais un obstacle, auquel nous n'avons pas songé dans notre précipitation, nous arrête et nous met dans la plus grande perplexité. Nous avons laissé en arrière notre dernier brancard dont on avait besoin ailleurs; qu'allons nous faire? Porter le blessé dans nos bras? La charge est trop lourde; il n'y faut pas songer! Voyant notre embarras, l'officier vient obligeamment à notre aide; il nous fait donner une échelle que nous couvrons de paille et sur laquelle nous étendons le prisonnier; il pousse même la complaisance jusqu'à nous donner deux de ses hommes pour nous aider à le porter au bout de chemin.

(A suivre)

FEUILLETON DE LA GAZETTE

## SOUVENIRS DE BATAILLE

Extraits des notes d'un ambulancier  
par AUG. FISCH

En fouillant dans mes vieux papiers, j'y ai retrouvé quelques notes prises au vol sous les murs de Paris, pendant la guerre franco-allemande; un sujet bien rebattu, dira-t-on, et sur lequel il ne reste plus rien à dire de nouveau, il est vrai que jusqu'à aujourd'hui il n'eût pas été à propos de revenir sur l'époque du siège; mais après vingt années révolues, n'est-il pas permis d'en dire quelque chose, et n'y a-t-il pas prescription à l'égard du silence que les convenances nous imposaient? C'est ce que j'ai pensé, et voilà pourquoi je me décide à publier ici le récit fidèle et oculaire de deux journées inoubliables que je vais essayer de faire revivre au moyen des notes de mon carnet.

I

A CRÉTEL ET DEVANT LES BUTTES DE MONTMÉSLEY

C'est aujourd'hui le 30 novembre 1870, et le siège bat son plein. Dès la pointe du jour, par un froid d'hiver plutôt que d'automne, car le thermomètre a fait un plongeon inattendu à bien des degrés au-dessous de zéro, je sors de chez moi et me dirige à travers les rues sombres et désertes des Batignolles vers le Collège Chaplat tram formé en ambulance évangélique et devenu le centre de ralliement des pasteurs — et je suis du nombre — qui se sont fait inscrire comme ambulanciers et brancardiers. Devant la porte stationnent des voitures d'é déménagement ornées de drapeaux à la croix-rouge, et garnies à l'intérieur d'une couche épaisse de paille bien nécessaire pour empêcher nos pieds de geler pendant le long trajet

que nous avons en perspective. De tous côtés on voit surgir des silhouettes pastorales, brassard au bras, casquette de Genève sur la tête; voici quelqu'un qui, trouvant sans doute à la casquette toute une apparence trop laïque, a imaginé une coiffure mi-ambulancière, mi-cléricale, d'un genre très nouveau: une croix rouge épinglée sur un chapeau noir à haute forme; c'est fort drôle et d'un comique irrésistible qui jette sa note gaie dans la tristesse de cette morne matinée.

Nous voilà installés dans notre voiture, avec nos brancards et provisions de route, sans autre siège que la paille sur laquelle nous sommes assis ou plutôt couchés et secourus sur le pavé par des cahotements qui nous meurtrissent les côtes et nous font par moments rouler les uns sur les autres. Ce qui peut nous consoler à cet égard, c'est que nous ne sommes pas les seuls à endurer ce petit supplice; à mesure que nous avançons, d'innombrables voitures comme la nôtre, chamarrées de drapeaux de tous les pays, nous rejoignent et nous enveloppent d'un nuage d'oriflammes de toutes couleurs, de l'effet le plus pittoresque, et ce serait fort gai en vérité, si ce n'était pas si triste et si, de ces voitures si pimpantes, il ne devait pas sortir quelques heures plus tard des cris et des gémissements.

Où allons-nous? Nous n'en savons rien encore; bientôt cependant le bruit se répand qu'une partie des voitures d'ambulance doit se rendre à Joinville où doit se livrer l'action principale, et l'autre, dont nous faisons partie, à Crétel, où l'on doit tenter une forte diversion, en cherchant à déloger les Allemands des Buttes de Montmésley où ils ont établi leurs batteries. Nous sortons de la ville par la porte de Charenton, hérissée de ponts-levis et d'obstacles de tout genre; les gardes nationaux qui y font sentinelle nous dévient un laisser-passer, et nous voilà en pleine campagne. A mesure que nous avançons dans notre voyage, le bruit lointain du canon devient plus perceptible; bientôt sur la note basse de ces grondements sourds, s'en détache une autre plus aiguë, le crépitemment de



## Lettre de Paris.

(De notre correspondant particulier.)

Paris, 15 juillet.

Le 14 juillet. — L'inauguration de l'avenue de la République. — La statue de Danton. — La revue de Longchamps. — Les représentations gratuites. — L'illumination. — Les bals publics.

La fête nationale s'est bien passée à Paris, et les dépêches en disent autant de la province. La journée a été magnifique, la foule énorme sur tous les lieux de réjouissances publiques, pleine d'entrain et de gaieté, avec ce quelque chose de « bon-enfant » qui caractérise la population parisienne.

Dire que l'enthousiasme va croissant et que d'année en année la fête de la République devient de plus en plus celle de tout le monde, serait peut-être exagéré; mais il est bien plus contraire à la vérité d'affirmer, comme on peut le lire dans certaines feuilles mécontentes, que le peuple a refusé de s'amuser et a relégué dans les greniers ses drapeaux et ses lampions.

Le trait distinctif d'une grande fête à Paris est toujours l'immense flot d'hommes, de femmes et d'enfants qui se meut sur les rues et les boulevards. Il faut dire que la banlieue et même des villes plus éloignées avaient envoyé des renforts. Toutes les gares de la ville n'ont pas cessé, dans la journée du 14 et déjà la veille, de déverser le contenu de trains innombrables.

Quant à la décoration des voies publiques, elle est restée en 1891 à peu près pareille aux années précédentes. Un peu maigre dans certaines rues, elle est fort riche au contraire dans les autres, et ce sont les quartiers commerçants, les rues du Temple, Saint-Denis, le boulevard Saint-Martin, par exemple, où les bannières et les drapeaux sont répandus avec la plus grande profusion. Les monuments publics et les bâtiments appartenant à l'Etat ont leur toilette de fête toute prête, la plupart sont décorés avec goût. Dans l'ensemble, la ville présente un aspect des plus bariolés et des plus gais.

La fête, comme vous le savez, a commencé en réalité le 13. Sans parler de la cérémonie officielle de l'avenue de la République et de l'inauguration du lycée Voltaire, qui ont occupé M. Carnot et son cortège de deux à cinq heures de l'après-midi, dans la soirée les réjouissances locales et les bals de carrefours ont retenu fort avant dans la nuit une nombreuse clientèle. Bon nombre de particuliers avaient illuminé; aux édifices publics on essayait pour le lendemain les cordons de gaz, de sorte qu'il y a eu lundi déjà une espèce de répétition générale de la fête.

Hier, les différentes parties du programme comprenaient l'inauguration de la statue de Danton, la revue de Longchamps, les représentations gratuites dans les théâtres, puis les illuminations, les feux d'artifices et les fêtes populaires de la soirée.

La statue de Danton, qui s'élève sur le boulevard Saint-Germain, près de l'école de médecine et en face du passage du Commerce où a habité le célèbre conventionnel, a été dépourvue de ses voiles, vers 10 heures du matin, en présence d'une dizaine de mille personnes dont les cercles radicaux et les groupes socialistes fournissaient la grande majorité. MM. Floquet, Poubelle, Loxé, Alphand, quelques députés, sénateurs et conseillers municipaux étaient au nombre des assistants.

Le sculpteur Paris a représenté Danton debout, la tête un peu renversée en arrière, le bras droit étendu avec un geste de défi. C'est le tribun faisant appel aux volontaires pour les lancer à la défense de la frontière menacée. A ses pieds un soldat de la république et un petit tambour complètent ce monument, destiné à personifier l'exaltation du sentiment patriotique.

M. Leyraud, président du conseil municipal, et quelques autres orateurs ont prononcé des discours, tous dirigés dans le sens de la réhabilitation de Danton devant l'opinion publique. A la fin de la cérémonie une courte bagarre a eu lieu, les vendeurs d'un journal catholique qui protestait contre l'érection du monument ayant été un peu malmenés par la foule.

La revue militaire a été comme toujours le point culminant de la journée. On a admiré la tenue des troupes, la rapidité de leur concentration sur l'hippodrome, la précision de leurs manœuvres, et les applaudissements ont été frénétiques lorsque pour finir toute la masse de la cavalerie, chargeant en ligne, s'est arrêtée subitement au signal donné par le général Bonie. Les écoles militaires, Polytechnique, Saint-Cyr, Versailles ont été remarquées pour leur tenue correcte, et l'école de Joinville, qui figurait pour la première fois à la revue, pour l'allure vigoureuse de la marche de ses trois cents maîtres et moniteurs de gymnastique et d'escrime.

A son arrivée et à son départ, M. Carnot a été chaleureusement acclamé. Dans son landau à quatre chevaux, attelé à la Daumont, avaient pris place M. de Freycinet à sa gauche, et en face les généraux de Miribel et Brugère. M. le général Saussier, gouverneur de Paris et commandant des troupes passées en revue, se tenait à cheval à la portière, jusqu'au moment où le président de la République est descendu de voiture pour entrer dans la tribune officielle.

Les représentations gratuites ont eu leur succès accoutumé. D'immenses queues de spectateurs s'étendaient plusieurs heures d'avance à la porte des principaux théâtres. On a donné *Guillaume Tell* à l'Opéra, *Ruy-Blas* aux Français, les *Dragons de Villars* à l'Opéra-Comique, les *Faux Bonshommes* et le *Dépit Amoureux* à l'Odéon. A l'Hippodrome et au Cirque les places avaient été réduites de moitié en faveur des enfants des écoles.

Quant à la fête de nuit, si elle a un peu changé de quartier, elle n'en est pas moins restée des plus brillantes. A l'illumination des ponts et des rives de la Seine, qui formait l'an dernier le point central, a succédé l'illumination de la place et de l'avenue de la République, comme conséquence de la cérémonie de

la veille. Ce qui n'empêchait pas les principaux monuments et les grandes places, le Trocadéro, les Champs-Élysées, la Concorde, l'Hôtel-de-Ville, le Louvre, les ministères et tant d'autres, d'être aussi splendidement éclairés. Dans les illuminations particulières on retrouve les mêmes contrastes que pour l'exhibition des drapeaux. Certaines rues sont sombres à côté d'autres toutes scintillantes de lumière.

Rien à dire des bals publics, sinon que les refrains des orchestres se sont fait entendre jusqu'au matin. On a donc dansé à Paris pendant près de trois jours consécutifs.

La *Gazette de Cologne*, parlant de la revue du 14 juillet au bois de Boulogne, dit que l'infanterie, y compris les troupes de réserve, a défilé en bon ordre et en bonne tenue. L'artillerie a eu une bonne attitude comme toujours. La cavalerie manque encore, en partie du moins, du calme nécessaire, mais il est impossible de nier qu'elle ait fait de remarquables progrès.

A Bordeaux, un incident s'est produit pendant le défilé des troupes. Les gendarmes à cheval ont été sifflés et hués par un millier de socialistes; des protestations se sont élevées de toutes parts.

## NOUVELLES POLITIQUES

— La Chambre française a repris hier la discussion des tarifs de douanes. Elle a adopté des droits de 18 et 23 francs, acceptés par le gouvernement, pour les pétroles bruts et raffinés. Puis elle a terminé le vote des droits sur les tissus de coton et de soie et a adopté les tarifs du gouvernement.

M. Laur a prévenu M. Ribot qu'il l'interpellerait sur la question des passeports en Alsace.

— L'incident Rigaud, à Haiti, est heureusement terminé. La France a obtenu l'indemnité réclamée en faveur de la famille de Rigaud.

— Des avis reçus du Mexique annoncent qu'un combat a eu lieu le 12 juillet, sur les côtes du Chili, entre le vaisseau insurgé *Magellanes* et plusieurs navires gouvernementaux. Les insurgés ont remporté une victoire décisive; deux vaisseaux gouvernementaux ont été détruits.

— Le prince Bismarck part aujourd'hui pour Kissingen. Après un intervalle assez long, il a de nouveau ouvert les portes de Friedrichshagen à une délégation du corps enseignant de Weimar. Dans le speech adressé à ces professeurs assez nombreux, il a fait allusion à la grande époque de Weimar, et il a recommandé à ses auditeurs de maintenir chez leurs disciples l'imitation et le respect des classiques qui ont tant contribué à faire progresser l'idée de l'unité et de la nationalité de l'Allemagne. Il a ajouté que le grand-duc de Weimar s'était toujours montré fort bienveillant pour lui et qu'il en était profondément reconnaissant à ce prince.

## Une cérémonie agitée.

Paris, 15 juillet.

Cet après-midi, à 2 heures, a eu lieu, au Père-Lachaise, la remise à la ville de Paris du monument de Victor Noir, exécuté par le sculpteur Dalou.

Des discours ont été prononcés par MM. Vacquerie, Deschamps, de Fonvielle, et une pièce de vers a été lue par M. Carjat.

Un incident s'est produit. Quelques assistants ayant crié: « Vive Rochefort! » d'autres ont répondu par le cri: « A bas Rochefort! » On a mis tout le monde d'accord en criant: « Vive Rochefort de ce temps-là! »

A la fin de la cérémonie, le docteur Susini, blanquiste, qui fut rédacteur à la *Revanche*, de Frédéric Bastiat, a pris la parole.

Après avoir dit que c'étaient les massacres d'Anzin et de la Ricamarie qui avaient amené la chute de l'empire, il dit qu'il craint que ceux de Fourmies ne creusent la fosse de la République. Ces mots soulevèrent un violent tumulte.

Louis Noir s'écria: « Citoyens, c'est moi, c'est le frère de Victor Noir qui vous parle, et qui vous dit que ce n'est pas ici le lieu de créer des dissensions parmi les républicains. »

Le docteur Susini veut continuer à parler; il brandit une grosse canne noire; dans la foule, quelques cris de: « Vive la Commune! » retentissent. Mais les agents s'élancent et entraînent le citoyen Susini.

## L'escadre française dans le Nord.

Stockholm, 14 juillet.

Lundi soir a eu lieu la fête donnée par la ville de Stockholm à l'escadre française.

Au banquet, M. de Lovenhaupt, ministre des affaires étrangères, a porté un toast au président de la République. Le ministre de France, M. René Millet, a répondu en buvant au roi de Suède. Le baron Tamin, gouverneur civil de Stockholm, a porté un toast aux officiers de l'escadre. « Aujourd'hui, a-t-il dit, nous n'avons qu'un désir, celui de pouvoir bien montrer à nos hôtes le prix que nous attachons à leur visite. »

L'amiral Gervais a répondu qu'il était impossible de rencontrer un accueil plus chaud, plus affectueux que celui que l'escadre a reçu à Stockholm; il a prié le gouverneur, au nom de l'escadre et au nom de la France, d'agréer ses remerciements les plus sincères et a terminé en buvant à la grandeur et à la prospérité de la ville de Stockholm.

Pendant le banquet, une foule immense avait envahi le parc de Haselbacken et ne cessait de redoubler et d'applaudir la *Marseillaise* qu'elle écoutait telle nue.

Le roi a comblé de décorations tous les officiers de l'escadre. Il a télégraphié à M. Carnot pour lui exprimer sa satisfaction d'avoir pu recevoir, à son passage, l'escadre française. Le roi est parti hier pour la Norvège; M. René Millet et l'amiral Gervais ont été le saluer à la gare.

Les funérailles du matelot français Leurdeau ont eu lieu au milieu d'une grande affluence. Au moment de la levée du corps, plusieurs coups de canon ont été tirés. Le cercueil disparaissait sous de nombreuses couronnes, déposées par l'amiral Gervais et les équipages des navires français. Le corps a été accompagné, jusqu'à l'église catholique, par M. Millet, ministre de France et par un grand nombre d'officiers français et d'officiers suédois.

St-Petersbourg, 14 juillet.

Suivant le programme de la réception qui sera faite le 25 juillet à l'escadre française, à Cronstadt, le grand amiral de la flotte russe, le grand-duc Alexis, ira à la rencontre de l'escadre, sur le cuirassé *Asia*, jusqu'au phare de Tolbachin.

Le grand-duc Georges Alexandrovitch, qui fait partie de l'état-major de ce navire, se trouvera à bord également.

Parmi les autres navires qui accompagnent l'*Asia*, on signale celui qui porte l'ambassadeur de France, M. de Laboulaye et Mme de Laboulaye et tout le personnel de l'ambassade, un vaisseau qui porte la Société slave ayant à sa tête le comte Ignatiev, un autre qui porte la presse de Saint-Petersbourg, celui de la

colonie française de Saint-Petersbourg, différents vaisseaux frétés à l'aide de souscriptions et qui permettront au public d'assister aux cérémonies de réception auxquelles on projette de donner un grand éclat et une grande solennité.

Sur le vaisseau de la société slave se trouve le chœur Slavienski d'Agrenief, dont les membres porteront des costumes de l'ancienne Russie et de boyards; ce chœur, accompagné des musiques militaires qui se trouvent sur chacun des autres navires, exécutera la *Marseillaise* dans des conditions grandioses.

Le jour de l'arrivée de l'escadre, tous les officiers seront invités au dîner de la cour à Peterhof; le jour suivant, un dîner de gala présidé par le grand-duc Serge aura lieu sur le croiseur *Asia*, et le lendemain, les officiers de la flotte russe donneront une grande fête au Marienclub, à Cronstadt.

## Guillaume II en Angleterre.

Londres, 14 juillet.

Qu'est-ce que l'empereur allemand a pensé de son séjour en Angleterre? Le romancier Walter Besant a essayé de répondre à cette question. Voici le langage qu'il prête à Guillaume II dans une lettre intime que celui-ci s'adresserait à lui-même:

« En somme, très agréable semaine. Ils m'ont montré leur armée, un joli jonet, très petit, pour lequel ils dépensent autant d'argent que moi pour une vraie armée, et leur marine, assez respectable, mais qu'il faudrait deux fois plus grande pour assurer la sécurité du pays. En outre, on m'a fait voir une poignée de volontaires, qui sauraient bien défendre le pays si j'avais quelque chose à ordonner ici. Tels qu'ils sont, ils n'ont ni officiers ni organisation. »

« Les Anglais sont un peuple singulier. Personne n'ose faire une proposition dans l'intérêt du pays; tout concourt à l'intérêt de parti. On m'a soigneusement caché les gens qui font la véritable grandeur du pays: négociants, industriels, savants, artistes, écrivains dont je lis tant de choses chez moi. Quand je me suis informé d'eux, on m'a répondu qu'ils n'étaient pas admissibles à la cour. C'est absurde. Je n'ai pas vu un seul des hommes dont l'Allemagne connaît et honore le nom. C'est ce qui m'a le plus étonné dans cet étrange pays. »

Londres, 14 juillet.

Le voyage impérial est terminé. Après avoir pris congé de la reine à Windsor, les deux souverains sont repartis pour Londres, où ils se sont arrêtés quelques instants à Buckingham palace. Un train spécial a conduit l'impératrice à Felixstowe en Suffolk, où ses enfants doivent passer six semaines; l'empereur est parti à cinq heures pour Leith par la ligne de Paddington. Il y avait peu de curieux.

Il paraît que la police est sur les dents. A mesure que le séjour de Guillaume II se prolongeait, on multipliait les précautions. Les quelques huées poussées devant l'Albert hall jendi soir avaient inquiété. Un grand nombre de détectives anglais et allemands ont surveillé Hatfield pendant le séjour de l'empereur.

Arrivé à Leith, l'empereur s'est rendu en voiture au port, où un canot du *Hohenzollern* attendait. Il s'est embarqué tout de suite pour Forthbridge, que Guillaume II voulait visiter. A onze heures du soir, le *Hohenzollern* repassait devant Leith, faisant route pour la Norvège. Le voyage à Edimbourg a été abandonné.

Rome, 14 juillet.

La *Tribuna* raconte en ces termes un incident qui s'est produit après le déjeuner offert par le lord-maire au prince impérial.

Le lunch terminé, tandis que les invités se retiraient, lord Suffield, membre du conseil privé, essayait d'ouvrir un passage aux souverains au milieu de la foule des invités, mais il le faisait d'une manière tout autre que polie, et donnait force coups de coude à droite et à gauche.

Parmi les personnes qui eurent à souffrir de la rudesse de ses manières, se trouve la comtesse Tornelli, femme de l'ambassadeur d'Italie, qui était avec son mari. Ayant reçu un coup dans l'estomac, la comtesse poussa un cri strident; le comte se vengea en traitant le noble lord de manant.

Revenu à l'ambassade, le comte Tornelli envoya dire au président du conseil, lord Salisbury, qu'il ne pouvait assister le soir au bal de la cour, si lord Suffield ne lui faisait auparavant les excuses qu'il lui devait. Lord Suffield se rendit aussitôt à l'ambassade et fit des excuses.

## Le mouvement ouvrier.

Paris, 15 juillet.

Un certain nombre d'hommes d'équipe de la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée se sont mis en grève ce matin.

On signale un arrêt de travail parmi d'assez nombreux ouvriers des ateliers des compagnies de chemins de fer; quelques hommes d'équipe sont également absents de la compagnie de l'Ouest.

Paris, 15 juillet.

Une réunion de 4000 ouvriers des chemins de fer, qui a eu lieu cet après-midi, au Trovri-Vanxhall a voté la grève générale; toutefois cette grève est considérée comme douteuse. Les mécaniciens, chauffeurs et autres employés de la traction restent complètement dehors de la grève.

## INFORMATIONS DIVERSES

— En 1870, en France, l'Etat devait 623 millions aux caisses d'épargne. En 1891, la créance des caisses d'épargne en rentes s'élève à 3 milliards 373 millions. Malgré les désastres de la guerre et l'indemnité de cinq milliards, la petite épargne s'est donc accrue en vingt ans de 2 milliards 750 millions. Un journal financier calcule que, depuis 1870, la richesse de la France s'est accrue de 60 milliards ou de 3 milliards par an; il se base sur la statistique des droits successoraux perçus par l'Etat.

— La Russie poursuit sa politique d'isolement économique. Dès le 13 juillet les droits sur les vins étrangers sont élevés dans une forte proportion; les vins moussoux paieront 5 fr. 60 par bouteille. C'est un coup redoutable pour les vins de Champagne, dont on consomme en Russie plus que partout ailleurs.

— On télégraphie d'Aden que le choléra fait de nombreux ravages à Massauah, non seulement parmi les indigènes qui sont décimés, mais parmi les Européens. Plusieurs bersagliers et une dame grecque ont succombé au fléau la semaine dernière. Quoique cette situation ait été révélée par la plupart des correspondants de journaux qui ont suivi la commission d'enquête, le gouvernement ne prend aucune mesure de précaution; il laisse débarquer à Naples, sans quarantaine, tous les soldats rapatriés ou convalescents qui y arrivent, une ou deux fois par semaine, sur des vapeurs de la compagnie Rubattino. Cette incurie est sévèrement jugée par l'opinion.

— Une véritable épidémie de suicides sévit en Allemagne. On ne cite pas moins de trente cas de mort volontaire, au cours de la semaine dernière, pour la seule ville de Berlin, faubourgs non compris. Dans l'armée aussi, des suicides sont signalés chaque jour. Enfin, au cours du dernier semestre, quatre étudiants de l'université de Fribourg-en-Brisgau ont mis

fin à leurs jours; le dernier était un candidat en sciences chimiques qui, vendredi, devait passer son examen de doctorat; le matin on l'a trouvé mort dans son lit.

## CONFÉDÉRATION SUISSE

## Chambre criminelle du Tribunal fédéral.

Audience du 15 juillet.

## Le cas de Castioni.

Castioni ne s'étant pas présenté devant les assises doit être jugé, aux termes de la loi, par la Chambre criminelle du Tribunal fédéral. Il est accusé de participation à l'entreprise tendant à renverser le gouvernement du Tessin et d'homicide volontaire sur la personne de M. Rossi, conseiller d'Etat.

Castioni a écrit de Londres que ses occupations ne lui permettaient pas de venir à Zurich.

M. le juge fédéral Morel est rapporteur.

Il examine d'abord le premier chef d'accusation et constate que Castioni a pris une part active au renversement du gouvernement. Il a assisté aux assemblées préparatoires et a coopéré à la prise de l'arsenal. Le bon qui fut délivré au directeur Meschini est signé Ronchetti, Soldini et A. C. Ces initiales sont celles d'Angelo Castioni.

L'accusé a participé également à l'arrestation des otages et s'est occupé de les garotter. Il était au premier rang de la troupe qui s'est emparée du palais de Bellinzona; c'est lui qui a fait arrêter les conseillers d'Etat Casella et Gianella. Il n'y a donc aucun doute que Castioni ne soit coupable des délits prévus aux articles 45 et 52 du Code pénal fédéral, le cas de légitime défense ne saurait être invoqué: il ne peut l'être d'ailleurs dans un procès en contumace.

M. Broty partage, sur tous les points, l'opinion de M. Morel.

M. Olgiati ajoute que l'identité de Castioni est parfaitement établie; sa participation aux événements du 11 septembre a été considérable. La cour n'a pas à examiner le cas de légitime défense; les débats auront devant les assises pour elle nuls et non avenues. Si Castioni se présente, il pourra demander le relief de son procès et un nouveau jugement interviendra avec l'assistance du jury.

A l'unanimité la cour déclare Castioni coupable du premier chef d'accusation.

Quant à la question du meurtre de Rossi, M. Morel écarte tout d'abord l'hypothèse du suicide. Les rapports des experts ont établi que le coup de feu devait avoir été tiré à la distance d'au moins deux pas. De plus, la balle n'est pas du calibre du revolver de Rossi; ce n'est pas non plus une balle de Vetterli ni une balle du revolver des gendarmes tessinois; c'est une balle de plus petit calibre, provenant d'une arme de fabrication étrangère. D'après le Dr Kocher, la direction de la blessure de haut en bas indique que le coup de feu a été tiré par un homme de grande taille qui se serait tourné face à face avec Rossi et sur le même palier. La victime a pu également, d'après le même spécialiste, remonter encore l'escalier après avoir été atteint.

Les dépositions des témoins ne sont pas concordantes, sans doute; mais si certaines contradictions s'expliquent par l'excitation du moment et la succession rapide des faits, on doit admettre d'autre part que plusieurs témoins ont menti, le sachant et le voulant. Cinq témoins oculaires ont vu Castioni tirer dans le petit couloir, et trois d'entre eux ont vu qu'il tirait sur Rossi. La déposition très précise d'Audina concorde exactement avec la blessure constatée. Fridori, il est vrai, a donné des faits une version toute différente, mais on peut se demander quelle créance méritait sa déposition. Doit-on infirmer celles des cinq témoins oculaires? Est-il admissible que ces cinq hommes mettent de propos délibéré sur le compte de Castioni un crime épouvantable qu'il n'aurait pas commis?

De toutes façons la preuve paraît suffisante pour un procès en contumace. Le fait que Castioni ne s'est pas présenté, quoiqu'il fut certain de trouver des juges impartiaux, plaide fortement contre lui. Du reste, il pourra toujours demander à être cité devant les assises.

M. Morel conclut à ce que Castioni soit déclaré coupable du meurtre de Rossi.

M. Broty se range à l'opinion de M. Morel.

M. Olgiati parle dans le même sens. Le bruit sourd que les témoins prétendent avoir entendu dans l'intérieur du palais, avant que la grille fut démolie, peut avoir été autre chose qu'un coup de feu. Ce pouvait être, par exemple, le bruit d'une porte violemment fermée. Du reste les témoins ne sont pas d'accord sur le moment où ce bruit aurait retenti, et en admettant même que ce fut un coup de feu, cela ne changerait rien à la déposition des témoins oculaires qui ont vu Castioni tirer sur Rossi. En toute tranquillité de conscience, M. Olgiati peut adhérer aux conclusions de M. Morel.

La cour déclare Castioni coupable d'homicide volontaire sur la personne du conseiller d'Etat Rossi.

Quant à la fixation de la peine, M. Morel dit que la concurrence des deux délits ne comporte pas de cumul; la participation à une insurrection est punie par le code fédéral à un à trente ans de travaux forcés; pour l'homicide, on doit recourir au code pénal tessinois, non à l'article sur l'homicide volontaire de droit commun, mais à la disposition spéciale de haute trahison, accompagnée de violence et d'homicide d'un magistrat. Considérant que ce crime a un caractère politique, a été commis dans un état d'exaltation et sans préméditation, le juge rapporteur propose de fixer la peine à huit ans de travaux forcés, douze ans de privation des droits civiques et aux frais.

MM. Broty et Olgiati sont d'accord avec M. Morel. Il ne peut être question, dans le cas particulier, d'un crime de droit commun et rien ne permet d'établir qu'il y a eu préméditation.

Castioni est condamné à huit ans de travaux forcés, douze ans de privation des droits civiques et aux frais.

Y compris la procédure d'extradition à Londres, les frais s'élèvent à 3563 fr., plus un émoulement de justice de 100 fr.

La cour décide que si Castioni se constitue prisonnier, il devra purger sa peine au Tessin.

## A propos de Mönchenstein.

On nous écrit de Neuchâtel:

La catastrophe de Mönchenstein ayant causé une certaine appréhension sur la solidité de nos viaducs, il n'est pas hors de propos de signaler une cause de rupture très importante. Suivant nous, qui n'y avons encore été mentionné et qu'il importe d'éclaircir, en vue des précautions à prendre pour l'événir.

Les viaducs ont été construits, en général, avant l'invention de ces freins puissants qui permettent d'arrêter rapidement un train lancé à toute vitesse.

On ne fait subir aux ponts métalliques, dans la pratique actuelle des chemins de fer, que deux séries d'épreuves: l'une dite du poids mort, et l'autre du poids roulant, qui consiste à faire passer des convois lourdement chargés à des vitesses variant de 20 à 50 kilomètres à l'heure. Et quand un pont a résisté à ces deux séries d'épreuves, il est regardé comme étant suffisamment éprouvé pour présenter toute sécurité.

Il n'est nullement question, dans ces épreuves, d'arrêter rapidement les trains en marche, et en cela, on agit très prudemment, croyons-nous, car aucun pont métallique ne pourrait résister à une série d'épreuves faites dans des conditions extrêmes de poids, de vitesse et d'instantanéité d'arrêt.

En effet, la force vive d'un train est animé ne peut être anéantie qu'au dépens de la voie et du pont qui la supporte.

Rien ne se perd dans la nature; tout ne fait que se transformer, et la force vive d'un train en marche doit, au moment de l'arrêt, être reproduite toute entière en vibrations et en ébranlements des pièces et des assemblages du viaduc, qui ne les transmettent au sol que par des points d'appui de faibles surfaces.

Si l'arrêt est brusque, on transforme en quelque sorte en choc contre le viaduc, toute la masse d'un lourd convoi.

La force vive est, comme on sait, mesurée par la masse du train multipliée par la moitié du carré de sa vitesse. On voit par là quelle puissance de destruction peut atteindre un train lancé à toute vitesse lorsqu'il est arrêté brusquement.

Il n'est pas nécessaire, pour que l'effet destructeur se produise, que toutes les voitures du train soient engagées sur le pont; la plus grande partie peut être en dehors, sans que l'effet soit diminué. Une seule condition est nécessaire, c'est que le frein agisse sur un wagon qui traverse le viaduc.

Il est visible que si le frein n'agit que sur un wagon situé en dehors, il n'y a pas d'effet destructeur: car c'est le réservoir commun, le sol, qui reçoit les trépidations, ou elles finissent par s'éteindre en se propageant indéfiniment.

L'usage des freins devrait donc être absolument interdit sur les viaducs. Ils n'ont pas été construits pour leur emploi.

Cette interdiction est surtout urgente en Suisse, où les ouvrages d'art sont très nombreux et les stations très rapprochées; elle devrait être, en particulier, très rigoureusement observée sur les viaducs de St-Ursanne et de Mönchenstein, qui sont si rapprochés des stations où l'on s'arrête.

H. HERMITE.

**Tir fédéral.** — La souscription des actions du tir fédéral qui aura lieu à Glaris en 1892 a entièrement réussi. 1727 actions, au lieu de 1700 qui étaient offertes, ont été souscrites. Le capital-actions représente ainsi une somme de 172,700 fr.

**Chemins de fer.** — Quatre accidents de chemins de fer:

Un déraillement s'est produit mardi sur le chemin de fer de la vallée de la Birsig, près de Bâle. Par suite de la rupture d'un rail, dans une courbe, trois wagons sont sortis de la voie. Il n'y a eu du reste aucun accident de personnes et les pertes matérielles sont insignifiantes.

Lundi soir, entre les stations hadoises de Erzingen et Giessen, sur la ligne Bâle-Schalldingen, un train de voyageurs est resté en panne par suite de la rupture d'un essieu de la locomotive.

Dimanche soir, à 9 heures, un voyageur s'est tué à la gare de Rorschach, en voulant descendre trop tôt d'un train encore en marche. Les roues d'un wagon lui ont coupé les deux jambes.

Mardi soir, enfin, les employés de la gare des Eaux-Vives, à Genève, virent, à leur grande frayeur, le train mixte qui arrive d'Annemasse dépasser la gare à une vitesse d'environ vingt kilomètres. Quoique les freins fussent serrés, le train continua à avancer et la locomotive traversa la petite butte qui termine la voie au-dessus de la route de Chêne et alla s'enfoncer dans la terre à deux mètres du mur qui longe cette route. Le fourgon des bagages défonça la tête de l'arrière de la locomotive, mais les autres wagons n'ont pas eu de dégâts.

Une dame qui avait mis la tête à la portière a été très légèrement blessée à la tempe; les autres voyageurs ne se sont pas même doutés de l'accident.

— On doute que l'incendie du wagon-poste qu'on a déposé de Berne nous annonçait hier ait pu avoir lieu dans les conditions racontées par le conducteur postal Henzi. On fait une enquête. L'ambulant était assuré, mais les pertes seront grandes, car les lettres chargées et avec valeur déclarée de Bâle et de Zurich pour Berne et Lausanne, ont été anéanties. Plus de deux cents colis postaux avaient été chargés à Zurich.

**Suisses à l'étranger.** — La Colonie suisse de Londres s'apprete à célébrer le sixième centenaire de la Confédération par une fête commémorative digne de ce mémorable anniversaire.

Un comité, ayant en tête le nouveau chargé d'affaires M. C.-D. Bourcart, vient d'être constitué; il est composé d'environ 70 des principaux membres de la colonie, parmi lesquels MM. H. Verzet, ex-consul général, et les présidents des diverses sociétés suisses à Londres. La fête aura lieu le 21 juillet, à l'Hôtel Star et Garter, sur la Terrace de Richmond, que le *Daily Telegraph* décrit récemment comme le signal de Bongy de l'Angleterre. Il y aura réception, bal d'enfants, fête de gymnastique, puis banquet, discours, chœurs, tableaux vivants, illuminations, feux d'artifice et bals.

— La Société suisse des commerçants nous informe que la succursale de Londres de son bureau de placement vient de se transférer dans un nouveau local plus central et plus spacieux, 58, Fins



## CANTON DE VAUD

**Election au Conseil national.** — Si la nomination de M. Camphise comme inspecteur des fabriques a soulevé les protestations unanimes des sociétés ouvrières, elle n'est pas moins déplorée par la presse radicale, car elle nous a privé d'un fameux député à Bern. Ecoutez plutôt ce qu'en dit le *Démocrate* de Payerne :

« D'une élection très facile, il vous racontait un discours sans broncher, et avec une telle impétuosité de langage que l'auditeur, d'abord charmé, puis surpris, se sentait à la fois comme noyé sous le flux et monté de cette vague déchaînée. »

**L'accident de Fribourg.** — Nous avons raconté la triste fin du dragon Crausaz, de Trey, qui s'est noyé dans la Sarine le dernier jour du cours de répétition du 2<sup>e</sup> régiment de dragons. Il s'est baigé dans la Sarine tandis que l'ordre portait seulement un bain de pieds pour hommes et chevaux.

Ses camarades ont fait l'impossible pour le sauver et se sont courageusement comportés. Le brigadier Duc a sauté à l'eau tout habillé et a failli se noyer ; sans le secours des autres dragons, il eût été aussi entraîné par le courant.

Le brigadier Bessard s'est rapidement déshabillé et s'est jeté dans la rivière avec sa chemise et son caleçon, mais le froid l'a saisi et ses vêtements l'empêchant de nager librement, il a dû regagner la rive.

Le dragon Peirard s'est déshabillé entièrement ; il a traversé la Sarine et a plongé une fois, mais l'eau n'était pas claire et il lui a été impossible de retrouver son malheureux camarade.

Enfin le brigadier Cornaz est entré dans l'eau sur son cheval, mais celui-ci s'est cabré, se renversant avec son cavalier sur un banc de gravier. Cornaz a pu regagner le bord ; le cheval a été entraîné et n'a pu reprendre pied que beaucoup plus bas.

Il faut louer le courage de ces quatre hommes et leur dévouement qui aurait pu leur coûter cher.

Le dragon Crausaz a disparu dès qu'il était entré dans l'eau, emmené sans doute par qu'il était tourbillon. Le point où le bain de pieds avait été prescrit est celui qui a servi de tout temps aux soldats de l'infanterie en caserne à Fribourg.

**VEVEY.** — Le projet d'impôt communal pour 1892, présenté par la municipalité pour diminuer le déficit des comptes de l'année dernière (20,000 francs) et le budget de l'année courante, ont été adoptés hier en séance de conseil communal.

Les impôts seront majorés de 10 centimes sur les immeubles situés dans la commune, déduction faite des charges hypothécaires, c'est-à-dire portés de 1 fr. 20 à 1 fr. 30 par mille francs de la taxe cadastrale ; de 5 centimes sur les immeubles sans déduction (45 à 50 centimes par mille francs) ; de 20 centimes sur l'impôt mobilier (1 fr. 70 à 1 fr. 90).

L'impôt personnel sera de plus modifié par la création d'un impôt spécial de 3 fr. à 30 fr., payable par toute personne âgée de vingt ans, résidant dans la commune.

Ces impôts entreront en vigueur l'année prochaine.

**CULY.** — La fête annuelle de la Société vaudoise de secours mutuels aura lieu les 25 et 26 juillet à Cully.

On construit à cette intention, sur la belle place du port, une cantine qui pourra abriter mille convives.

**VILLARS-LE-GRAND.** — Voici quelques détails sur le fratricide de Villars-le-Grand dont nous parlions dans notre numéro d'hier :

Lundi soir, 13 juillet, le propriétaire d'une maison du village vint avertir le syndic qu'un de ses locataires, Henri Jaumin, avait tué son frère, Charles Jaumin. On fit sur le champ quérir deux gendarmes à Avenches, et on se rendit au domicile d'Henri Jaumin.

Celui-ci, dit un correspondant de la *Revue*, était au lit, l'air absolument calme. Dans la chambre, qu'il habitait en commun le propriétaire et Charles Jaumin, ce dernier gisait inanimé près de la porte. Son corps ne portait trace de sang. Il parut à première vue que le malheureux avait été assommé ou que, étant tombé dans une lutte, il avait donné de la tête contre quelque angle de meuble ou de la paroi. Henri Jaumin s'est refusé à donner la moindre explication. Il s'est laissé incarcérer dans la prison du village sans faire de résistance.

Le défunt était charpentier, âgé de 48 ans. Son frère, le meurtrier présumé, est de sept ans plus jeune ; il est maréchal, père de quatre enfants, que la mère a élevés presque seule ; depuis dix ans, le couple est divorcé. Le père a été interné six mois à la colonie de Payerne ; puis, il a rôlé en France, a travaillé en divers lieux dans le canton de Vaud et finalement est revenu échouer à Villars-le-Grand.

Les deux frères avaient du reste la réputation la plus déplorable. C'étaient des buveurs, pilliers de cabarets, et se querellant fréquemment pour des questions d'argent. Il y a quelques semaines, ils avaient hérité d'une sœur, revenue de Russie, une somme assez ronde, mais la part d'Henri avait été fort réduite, car il redevenait une certaine somme à sa commune et il n'avait jusqu'ici payé aucune pension pour l'entretien et l'éducation de ses enfants. La retenue

qu'on fit sur sa part d'héritage l'irrita fort et dès lors il se considéra toujours comme lésé et proféra même des menaces contre son frère.

Le 13 juillet, entre 10 heures et 10 heures et demie du soir, une vieille demoiselle, qui habite une chambre au-dessous de celle où on a trouvé le cadavre, fut réveillée par le bruit d'un corps tombant avec un bruit sourd dans le corridor. Quelques instants plus tard, elle entendit qu'on traînait ce corps du corridor dans la chambre. C'était celui du charpentier.

L'autopsie du cadavre et l'enquête juridique éclairciront sans doute cette affaire encore obscure.

Le *Journal d'Avenches* dit que Jaumin a étranglé son frère dans un accès de fureur. Quand on l'a arrêté, il n'a fait aucune résistance. Il a dit simplement au juge de paix : « Fermez bien la chambre de mon frère ; il y a de l'argent. »

**PAYERNE.** — On annonce la mort de M. Daniel Perrin-Jomini, qui fut député au Grand Conseil, juge au tribunal, municipal et syndic de Payerne.

## LAUSANNE

**Fête du Bois.** — C'est aujourd'hui la fête du Bois. Ce matin, à 4 heures, les Lausannois ont été réveillés par l'appel aux trompettes, qu'on sonnait dans les rues, puis par la diane, jouée par la musique des cadets. A 7 heures, le cortège traditionnel s'est formé à la Cité pour monter au Bois. La pluie, qui semblait vouloir se mettre de la partie, a heureusement bientôt cessé et le ciel s'est éclairci. Espérons que le beau persistera. Il a été en tout cas décidé que si le bal ne pouvait avoir lieu à Sauvabelin, il n'aurait pas lieu du tout.

**La Solidarité.** — Au 31 décembre 1890, la Solidarité avait à sa charge 80 enfants en pension dans des familles et 11 dans des établissements publics : Asile rural d'Echiens, Orphelinat de Lausanne, Orphelinat de Pentha, Etablissement de sourds-muets à Moudon, Colonie de Serix. En outre, la société s'occupait de sept apprentis. Son action s'étendait donc en totalité sur 98 enfants, dont 75 Vaudois, 17 confédérés et 6 étrangers.

Une innovation a été introduite l'année dernière. Le comité est aidé dans sa tâche par des dames qui s'occupent spécialement des jeunes filles. Ce nouveau comité est composé de Mlle Liardet, présidente ; Mmes Payot, Delessert, Guinand, Combe et Buchet, et de Mlle Léonie Estoppey.

La tombola organisée dernièrement a produit 8300 francs, tous frais déduits. C'est un beau chiffre, mais la société n'en aurait pas moins le plus grand désir de voir augmenter le nombre de ses adhérents ; ils sont au contraire en diminution : 710 au 31 décembre 1890 au lieu de 723 en 1889.

La fortune de la société au 31 décembre 1889 était de fr. 8824 ; au 31 décembre 1890, elle était réduite à fr. 2705.

Pour 1891, le comité est composé de MM. G. Correvon, juge cantonal, président ; S. Cuénoud, syndic de Lausanne, vice-président ; C. Delessert, directeur des postes ; G. Guinand, architecte ; P. Roux, juge instructeur ; F. Roulin, chef de service au bureau des secours publics ; Jaumes-Calame, ministre, à Lausanne ; D. Kraft, à Lausanne ; H. Kirehoffer, à Lausanne.

M. Mayor-Vincent est secrétaire, et M. Paul Jacotet caissier de la société.

## VARIÉTÉS

## Une réforme.

A partir de maintenant, dans tous les lycées, collèges et écoles de la République française, on fera moins de fautes d'orthographe que par le passé. M. Bourgeois, ministre de l'instruction publique, vient de le décider ainsi, et a notifié sa décision aux recteurs par une circulaire pleine de sagesse et de raison. M. le ministre, d'accord avec le conseil supérieur, veut rompre avec ce qu'il appelle le « fétichisme de l'orthographe ». Il engage les maîtres à être tolérants pour les erreurs vénielles et à se montrer moins terribles qu'autrefois dans la correction de la dictée. Il faut renoncer à ces singularités et à ces subtilités qui, pour les grammairiens de race, l'occasion d'un facile triomphe. On devra s'attacher moins aux mots bizarres, aux curiosités linguistiques, aux règles compliquées ou controversées, aux contradictions de l'usage, et abandonner décidément ces pièges et ces traquenards que des instituteurs méchants tendent avec malice à d'innocents écoliers.

Ainsi, la plus large indulgence sera de rigueur toutes les fois qu'il y a doute ou partage d'opinion, toutes les fois que l'usage n'est pas encore fixé ou l'a été tout récemment, que la pratique courante varie, que les auteurs diffèrent d'avis, et que l'Académie elle-même constate les hésitations de l'opinion. Exemples : jusqu'en 1878, on devait écrire *consommance*, l'Académie tolère maintenant *consomance*, par analogie avec *dissomance*. Jusqu'en 1878, on devait écrire *phthisie* et *rhythme* ; depuis, l'Académie supprime l'une des deux h, mais c'est la seconde dans *phthisie*, la première dans *rhythme*. Jusqu'à l'année 1878, qui

sera décidément une date mémorable dans l'histoire de l'orthographe, on écrivait *collège* avec un accent aigu ; il faut maintenant un accent grave. *Excédant* a remplacé *excedant*. Les personnes même les plus passionnées pour la musique italienne disent indifféremment des *solos* et des *solos*, des *dilettantes* et des *dilettantes* ; il y a même une certaine simplicité à adopter la seconde forme. « Nombre de mots usuels, dit la circulaire ministérielle, ont une orthographe sur laquelle, à moins de pédantisme, nul ne peut prétendre à l'infailibilité : de l'aveu même de l'Académie, on écrit *clef* ou *clé*, *sofa* ou *sopha*, des *entre-sols* ou des *entresols*, *dévoiment* ou *dévoement*, *gaieté* ou *gaïté*, la *cigüe* ou la *ciguë*, le *page* ou le *pae*, *payement* ou *paiement* ou même *paiement*. » M. le ministre ajoute, avec une obligeance dont nous prenons notre part : « Deux des recueils qui font autorité pour notre langue écrivent, sans que personne s'en offusque, les *enfants*, les *moments*. »

M. Bourgeois recommande encore d'avoir un respect un peu moins superstitieux pour les bizarreries orthographiques de certains mots composés ou de certaines locutions toutes faites. « C'est là surtout, disent les instructions ministérielles, qu'il faut alléger le fardeau. Que d'heures absolument inutiles pour l'éducation de l'esprit ont été consacrées dans les écoles primaires à approfondir les règles de *tout et de même*, de *vingt et de cent*, de *nu et de demi*, à dissertar sur les exceptions ou les sous-exceptions sans nombre de la prétendue orthographe des noms composés, qui n'est que l'histoire d'une variation perpétuelle. La presse a plus d'une fois signalé l'infinité des débats sans fin auxquels donnent lieu, dans la dictée, certaines locutions comme des *habits d'homme* ou d'*homme*, la *gèle* de *gravelle* ou de *gravelles*, de *pomme* ou de *pommes*, des *moines en bonnet* carré ou en *bonnets carrés*. »

Il y a enfin, parmi ces observations de détail, une prescription d'un caractère encore plus libéral, parce qu'elle donne raison à la logique et au sens propre contre l'usage et la tyrannie du sens commun. Quand la faute commise par le candidat prouvera « qu'il respecte mieux que ne l'a fait la langue elle-même les lois naturelles de l'analogie », il faudra dire, avec une bonhomie souriante : *Felix culpa !* « Ne sachons pas trop mauvais gré à l'élève qui écrira *contredire* comme *étendre* et *restreindre*, — *cantentier* comme *timonier* et comme *cantonal*, — *entraveur* comme *entracler*, — dans l'entrepreneur comme *sur les entrées*, — *contrecom* comme *contretemps*. »

Les fautes d'orthographe qui paraissent être, de la part de l'élève, des « preuves d'attention », devront être considérées comme des infractions tout à fait négligeables. « C'est, par exemple, ni l'élourderie, ni l'ignorance ; c'est, au contraire, la réflexion qui amène l'élève à vouloir écrire ou bien *dixième* comme *dixaine*, ou bien *dixaine* comme *dixième*, — à penser qu'il faut admettre *charrette*, *charrier*, *charroi*, et par suite, *charriot*, à moins de supprimer le second r qui ne se prononce pas, — à maintenir les traits d'union dans *chemins-de-fer*, dans *porte-manteau* pour pouvoir les conserver dans *arc-en-ciel* et *porte-manteau* ou *vice versa*. La logique l'empêchera encore d'admettre *imbécile* et *imbécillité*, *siffler* avec deux f et *persifler* avec un seul. L'analyse lui fera écrire *assoir* sans e malgré l'e de *siège*, puisque tout le monde a fini par écrire *déchoir* sans e, malgré celui de *déchéance*. Est-ce l'enfant qui a tort d'hésiter quand la langue elle-même semble se contredire et qu'après *prétention*, *contention*, *attention*, *intention*, *obtention*, on lui enjoint d'écrire *extension* ? Que répondre à l'élève qui veut écrire *deciller* à cause de *cils*, une *demi* leue comme une *lieue* et *demi*, *forse* et non pas *forcé*, puisque le mot signifie *hors de sens* et n'a aucun rapport avec *force* ? Y a-t-il un maître qui ait pu donner une bonne raison pour justifier la différence entre *apercevoir* et *appareiller*, entre *abondir* et *abonner*, entre *abatage* et *abatteur*, entre *abatis* et *abattir*, entre *agréation* et *agglomération* ?

Enfin, vous connaissez, pour en avoir souffert, l'histoire de ces sept noms en *ou*, qui refusent de prendre un *u* au pluriel et veulent un *o* : *genoux*, *bijoux*, etc. Pourquoi, s'écrie un des maîtres de la philologie contemporaine, pourquoi ces mots ne se plient-ils pas à la règle commune ?

Avant de me former un avis sur ces divers points, et afin d'éclairer mon jugement, j'ai résolu de faire, moi aussi, mon petit plébiscite et de me conformer à ces habitudes de reportage et d'interview, grâce auxquelles le genre humain presque tout entier fait de la copie sans le savoir. J'ai vu d'abord un des plus fougueux partisans de l'orthographe phonétique. Vous savez que, depuis deux ou trois ans, quelques hommes ingénieux sont partis en guerre contre la manie qu'ont les Français de surcharger leur langue de lettres inutiles. Ces novateurs voudraient que l'on écrivît simplement comme on parle, et qu'on fit l'économie de ces signes inutiles et parasites qui font le désespoir des typographes et « mangent » de la place dans les journaux où la matière abonde. Leurs conseils ont été un peu entendus, mais peu suivis. Jusqu'ici, le public routinier n'a pas encore pu se décider à écrire *philosofe* au lieu de *philosophie*, *pan* au lieu de *paon*, *caféole* au lieu de *café au lait*. On s'est même montré, avec excès, de cette croisade contre l'alphabet, et les apôtres du « phonétisme » ont souffert une espèce de petite martyre, ce qui est le vœu de tous les réformateurs. La circulaire de M. Bourgeois les a réjouis, sans toutefois les satisfaire complètement. « M. le ministre est bien intentionné, m'a dit mon interlocuteur,

mais il n'a pas osé aller jusqu'au bout et braver la colère des maîtres d'école. Que voulez-vous ? Dans ce pays, on ne sait prendre que des demi-mesures et nous ne savons faire que des demi-révolutions. »

Convaincu par ce discours de la portée politique de cette question de grammaire, je consultai un vieillard qui, dans sa longue carrière, a vu naître et mourir plusieurs monarchies et plusieurs républiques. Malheureusement, l'habitude des révolutions l'a rendu très défiant à l'endroit du pouvoir et a fait de lui un adversaire déclaré de l'Etat-providence. Je le trouvais fort inquiet de cette ingérence du gouvernement dans les questions de philologie.

« En vérité, me dit-il, M. le ministre est bien bon de prendre cette peine ! Il nous donne le droit de nous insurger, dans des sages limites, contre Larousse et Bescherelle ; mais, en même temps, il décrète qu'il nous supprimera un trait d'union, que nous enleverons, si nous voulons, un *h* ou un *z*. Ces apparences de concessions et ces semblants de libéralisme sont des symptômes graves. L'octroi de ces franchises est un abus de pouvoir. Si l'on m'accorde une licence, c'est qu'on croit avoir le droit de me la refuser. Que devient dans tout ceci la liberté individuelle ? Que devient l'initiative privée ? Déjà les bureaux de la rue de Grenelle se chargent de fournir à tous les Français des opinions orthodoxes en matière de civisme ; il ne manquait plus que ceci : un grand maître de l'Université qui s'érige, de sa propre autorité, en une sorte de Chapsal officiel. »

Cet homme chagrin ayant élevé la question à des hauteurs imprévues, je m'adressai à un spécialiste, à un inspecteur primaire, chargé de la correction des dictées aux examens de l'Hôtel-de-Ville. « Vous avez raison de m'interroger, me dit-il, car c'est à nous autres, examinateurs et correcteurs, qu'est spécialement destinée la circulaire de M. le ministre. On nous reproche d'être pointilleux et méticuleux à l'excès, de serrer les copies avec trop de ferveur et trop de zèle. Pourtant le mal n'est pas grand, car, depuis longtemps déjà, la dictée n'a plus un caractère éliminatoire. Le fameux *zéro* d'orthographe qui entraînait, *ipso facto*, l'exclusion du candidat, n'est plus qu'une flétrissure dépourvue de sanction. Seulement on nous reproche une « tarification mécanique des fautes », et l'on nous engage, en termes formels, à les peser au lieu de les compter. Dieu me garde de critiquer les opinions de mon chef ! Mais cette nouvelle méthode va singulièrement compliquer notre tâche. Notez que nos prétendus chamoisiers orthographiques n'étaient qu'un moyen commode pour classer les écoliers. Etant données deux cents copies qui reproduisent à peu près de la même façon la description du cheval par Buffon ou le portrait de Cromwell par Bossuet, si l'on veut établir une échelle graduée depuis la première jusqu'à la deux-centième, il faut bien tenir compte, avec une minutie un peu arithmétique, des fautes les plus légères, au risque d'indigner les parents des candidats et de faire rire les hommes joyeux qui n'ont jamais fait passer d'examens à leurs semblables. »

Ces paroles me remirent en mémoire un maître de conférences de la Sorbonne qui s'indignait très vivement contre nous quand nous ne mettions pas les points sur les *j*. Ce savant, qui est d'ailleurs un homme fort distingué et un de nos premiers métriciens, est justement, à l'heure qu'il est, un des plus impatients défenseurs de l'orthographe simplifiée. Ce souvenir m'a ôté le goût de dissertar pour mon compte sur ce sujet. Mon enquête n'a pas abouti à une solution : c'est le sort de presque toutes les enquêtes. Je vous laisse le soin de décider ; mais je suis à peu près sûr qu'en disant mon avis j'exprimerai le vôtre qui est le même. M. le ministre de l'instruction publique, tout en dérangeant quelques habitudes et en éveillant quelques défiances, aura beaucoup fait pour le bien de ses contemporains, s'il réussit à diminuer, dans nos écoles, la tyrannie de la scolastique philologique et la part de l'enseignement verbal.

(Journal des Débats.) Gaston DESCHAMPS.

## LES LIVRES

REFRAINS BELLETTRENS. Paroles et musique de Jacques-Dalroze. — Une brochure in-8°. Vevey, L'Internationale artistique, 1891.

M. Philippe Godet a mis en tête de ce charmant recueil une lettre-préface que nous ne résistons pas au plaisir de reproduire in-extenso. C'est la meilleure recommandation que nous puissions faire de l'œuvre de M. Jacques-Dalroze. La voici :

« Mon cher ami Jacques, En publiant vos chansons bellettrennes, vous cédez au vœu de tous ceux qui les ont entendues. Je comprends les scrupules qui vous ont fait hésiter. Vous vous disiez, avec quelque apparence de raison : « Ces refrains sans prétention peuvent avoir leur charme *inter pocula*, dans une réunion d'amis, dans quelque veillée d'anciens camarades unis par la communauté des souvenirs ; mais, hors de ce cercle intime, parmi les « non initiés » et les indifférents, mes chansons ne sauraient être ni goûtées, ni comprises. »

Moins modeste, vous pourriez ajouter, — et je l'ajoute pour vous : « Ces gracieuses fantaisies poétiques et musicales ont besoin d'être interprétées par

celui qui, doublement artiste, en a écrit les paroles et les mélodies et qui les détaille avec un art si piquant. »

Tout cela est vrai, en quelque mesure, mais tout cela ne doit pas vous arrêter.

D'abord, à quel public s'adressera votre recueil ? — A ce public d'amis qui, à Genève, à Lausanne, à Neuchâtel, ont applaudi vos refrains. En paraissant chez le libraire, ils sortiront à peine du cercle privilégié qui en a eu la primeur, mais ce cercle s'élargira un peu, de telle sorte que les dames qui, hélas ! n'assistent ni aux *thunes* des jeunes, ni même aux agapes des vieux, en trouveront du moins quelques échos dans votre album. Ce sera toujours le monde bellettren qui vous charmera et qui vous fera fête ; soyez-en sûr.

Et puis, vos chansons s'envoleront au-delà. Or, est-il vrai qu'il soit besoin, pour le goûter, de je ne sais quelle initiation aux mystères de la tradition bellettrenne ? — Je crois, au contraire, que votre recueil aura pour effet d'initier beaucoup d'indifférents à une façon particulière de sentir, à une poésie d'un genre à part, que personne, depuis Marc-Monnier, n'a si bien exprimée que vous.

Ecrivez sans aucune précaution, — il faut bien y insister pour les pédants... possibles, — ces chansons, faites d'émotion sincère et de fantaisie souriante, où la note attendrie est relevée par une pointe d'humour, où la sentimentalité n'est point fade, parce qu'elle est assainie d'enjouement, où l'enthousiasme se sauve de la platitude par un brin d'ironie — sont essentiellement bellettrennes et romandes. Elles reflètent avec fidélité les impressions, les rêves, les goûts, les mœurs des bellettrens de nos trois cantons.

La poésie qui fleurit sous les casquettes vertes, à Lausanne, à Genève, à Neuchâtel, est, en effet, un composé bizarre et subtil d'éléments variés, que je retrouve dans vos chansons : l'attachement presque religieux au drapeau, le respect traditionnel des « anciens », le culte des souvenirs, la joie des fraternelles rencontres intercantonnales à Rolle ou ailleurs, les délices des bonnes flâneries en amis, loin des cours et des professeurs, l'insouciance de l'avenir ; puis la note bachique, mais point vulgaire, et la note amoureuse, fortement marquée, mais point polissonne, avec une curieuse nuance de fatuité juvénile qui sied à vingt ans ; et puis encore la conviction — apparente — qu'il n'y en a point comme nous, avec des boutades de raillerie légère et inoffensive à l'adresse de ceux qui se *gobent* plus gravement.

Telle est, n'est-ce pas, cette poésie spécifiquement bellettrenne que deux mots résument : *Jeunesse* et *fantaisie*.

Et cette fantaisie est gaie, et saine cette jeunesse. Ni pessimisme affecté, ni corruption précoce. C'est la vie d'étudiant à son premier essor, dans un pays paisible, où l'on peut encore avoir vingt ans sans être ridicule, à condition d'y mettre un peu d'esprit, beaucoup de verve, et un grain de folie — trois choses très bellettrennes.

Chaque société a ses mérites particuliers, sa spécialité. (Pardonnez ce mot lourd.) Si l'on veut savoir en quoi Belles-Lettres ne ressemble à nulle autre, qu'on écoute les chansons de Marc-Monnier et les vôtres : elles résument notre jeunesse enfante et la joie de nos vingt ans.

Il y a quelques semaines, dans une inoubliable veillée, vous nous chantiez pour la troisième fois votre refrain des *Vieux* ; nous nous abandonnâmes au charme de ces vers d'une mélancolie pénétrante, portés par votre musique ailée. Un voisin, qui n'était pas des nôtres — un « non-initié », mais un artiste — me dit soudain : « Belles-Lettres a décidément une note poétique qui n'est qu'à elle, que j'ignorais, que ces chansons me révélaient. »

Cette impression sera celle du public. Dépêchez-vous donc, frères Jacques, de lui donner vos refrains : Belles-Lettres y gagnera de nouveaux amis ; et nous pensons, vous et moi, qu'elle n'en aura jamais trop pour ce qu'elle vaut.

Croyez, mon cher ami, à mes sentiments bien affectueux.

PHILIPPE GODET.

## DÉPÊCHES

**Berne, 16 juillet.** — D'après une communication de la direction des postes, le courrier de la Suisse orientale pour Berne, Lausanne, Genève et le Valais a été complètement détruit dans l'accident d'hier.

Le congrès de la propriété littéraire a nommé membres d'honneur tous les conseillers fédéraux.

**St-Gall, 16 juillet.** — Le Conseil d'Etat a décidé de ne plus accorder à des particuliers des concessions d'eau comme force motrice.

Il a décidé de plus de considérer comme relevant du domaine public le transport électrique de la force provenant de chutes d'eau.

**Bellinzona, 16 juillet.** — Les septembristes acquittés à Zurich sont rentrés hier à Bellinzona par le train de quatre heures. Trois musiques, onze drapeaux et deux cents personnes environ sont allés les attendre à la gare. Les femmes et les enfants portaient des cocardes et des cravates rouges. Un conservateur, qui se trouvait là, a été maltraité ; les gendarmes l'ont dégagé. La ville est calme. Le soir, illumination et concert. A l'Hôtel-de-Ville, une inscription porte : *Viva la giustizia federale* ! La démonstration a été en somme très médiocre.

**Bellinzona, 16 juillet.** — Scazziga a été, contrairement aux conclusions de la défense, reconnu coupable de vol et de péculat. Il a été condamné à dix ans de travaux forcés.

**Rome, 16 juillet.** — On annonce officiellement que les négociations de Vienne pour la conclusion d'un traité de commerce entre la Suisse, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie n'étant pas terminées, celles qui doivent commencer à Berne sont ajournées.

**Londres, 16 juillet.** — Dans un discours à l'*United-Club*, lord Salisbury dit que les traités dont a parlé M. Labouchère sont tellement secrets que le ministre des affaires étrangères ne les connaît pas.

Lord Salisbury, questionné sur la date des élections, a dit que la Chambre actuelle peut siéger jusqu'en août 1893.

**Madrid, 16 juillet.** — La session parlementaire est close.

**Paris, 16 juillet.** — Une réunion des employés de la compagnie du P.-L.-M. a eu lieu hier soir. Elle a voté de nouveau le principe de la grève générale.

Ed. Fehr, éditeur.

## Horaire des bateaux à vapeur

Heures de passage des bateaux aux principaux ports de la côte suisse

(Pour le service complet, voir les horaires.)

Départ	Mat.	Mat.	Dir.	Exp.	Mat.	Exp.	Dir.	Mat.	Exp.	Dir.
Genève	6.30	8.15	9.15	10.15	11.15	12.15	13.15	14.15	15.15	16.15
Yver	7.40	9.25	10.25	11.25	12.25	13.25	14.25	15.25	16.25	17.25
Thonon	8.30	10.15	11.15	12.15	13.15	14.15	15.15	16.15	17.15	18.15
Evian	9.20	11.05	12.05	13.05	14.05	15.05	16.05	17.05	18.05	19.05
Morges	10.10	11.55	12.55	13.55	14.55	15.55	16.55	17.55	18.55	19.55
Ouchy-L.	11.00	12.45	13.45	14.45	15.45	16.45	17.45	18.45	19.45	20.45
Vevey	11.50	13.35	14.35	15.35	16.35	17.35	18.35	19.35	20.35	21.35
Clarens	12.40	14.25	15.25	16.25	17.25	18.25	19.25	20.25	21.25	22.25
Montreux	13.30	15.15	16.15	17.15	18.15	19.15	20.15	21.15	22.15	23.15
Chillon	14.20	16.05	17.05	18.05	19.05	20.05	21.05	22.05	23.05	24.05
Villeneuve	15.10	16.55	17.55	18.55	19.55	20.55	21.55	22.55	23.55	24.55
Bouveret	16.00	17.45	18.45	19.45	20.45	21.45	22.45	23.45	24.45	25.45

Départ	Mat.	Exp.	Dir.	Mat.	Exp.	Dir.	Mat.	Exp.	Dir
--------	------	------	------	------	------	------	------	------	-----



## Orgues de la Cathédrale.

Les membres de l'association pour l'orgue de la Cathédrale sont informés que la contribution annuelle qu'ils ont souscrite est payable au bureau de la Direction des finances, Hôtel-de-Ville, d'ici au 30 juillet courant. Passé cette date, les contributions seront prises en remboursement.

Les personnes désirant faire partie de cette association sont priées de se faire inscrire au bureau ci-dessus désigné.

Lausanne, le 15 juillet 1891.

3907

Le Comité.

## APPEL

Mademoiselle Jeanne-Françoise Fanny, fille de Jeanne-François GILLARD, de Moiry, concubine à Lausanne, rue G. St-Jean n° 23, née le 15 mars 1823, étant décédée, le 26 juin 1891, sans laisser de testament connu, ses parents fondés à recueillir sa succession sont invités à faire valoir leurs droits auprès du curateur soussigné, rue de Bourg n° 3, avant le 25 courant.

Lausanne, le 6 juillet 1891.

3787 J. Durussel, notaire.

3905. Soeben ist in meinem

Verlage erschienen und in allen

Buchhandlungen zu haben:

**HANDBUCH**

schweizerischen

Bundesstaatsrechtes

VON

D. J. J. Blumer,

geheimer Bundesgerichtspräsident.

Erster Band.

Dritte umgearbeitete Auflage

Herausgegeben von

D. J. Morel,

Mitglied des schweizer. Bundes-

gerichts und Honorarprofessor an

der Universität von Lausanne.

gr. 8°. Geh. Frs. 12.

Basel, 1. Juli 1891.

Bernste Schwabe,

Verlagsbuchhandlung.

Librairie H. Trembley

Corraterie 4. Genève.

**FLORE DES ALPES**

de la Suisse et de la Savoie, par

le D<sup>r</sup> L. Bouvier, 1 fort volume

in-12, broché 12 fr., relié 13 fr.

Cle de la Flore des Alpes

pour la détermination exclusive

des espèces, par le D<sup>r</sup> L. Bouvier,

1 vol. 12°, br. 4 fr.

**Les Fougères**

des environs du Mont-Blanc, par

V. Payot, in-12, br. 1 fr.

**LES MUSCINÉES**

des Alpes pennines, par V. Payot,

in-12, br. 2 fr.

**Promenades botaniques**

2768. Itinéraire du jeune botaniste

dans le canton de Genève et

les contrées voisines, in-18, b. 1 fr.

**L'ESTAPETTE**

est en vente

**A LAUSANNE**

Kiosque de St-François.

Kiosque de la Palud.

Bibliothèque de la Gare.

M. Bassin, mag. de ta-

bac, Grand-Pont.

Mme Ammann, mag. li-

téraire, r. Maitland.

M. Krieg, papeter, place

Pépinet.

**A AIGLE**

Librairie Deladoey.

**A AUBONNE**

Bazar J. Gracur.

**A ECHALLENS**

Librairie F. Despont.

**A MORGES**

M. Staub-Kuhn.

**A MOUDON**

Librairie Benoit.

**A NYON**

M. Convers, papeter.

**A PAYERNE**

E. Gachet-Grivaz.

**A VEVEY**

M. Holl-Broyer, rue de

Lausanne.

MM. Lertscher & fils,

rue du Lac. 219

Librairie Jacot-Guillarmod.

**A VERNEX-MONTREUX**

M. Assenmacher.

Le numéro 3 centimes.

**FABRIQUE DE**

BOUGIES

CHARMANN LAUSANNE

Charmann, fabricant de bougies

extra-fines, éclairage

économique.

**CROQUETTES**

**CHOCOLAT AU LAIT**

**D. PETER**

Les meilleures pour prome-

neurs et touristes. n°366-2948

Les plus salubres pour en-

fants et estomacs délicats.

## UNIVERSITÉ DE BALE

Le programme des cours pour le semestre d'hiver 1891/92 vient de paraître et est envoyé gratis sur demande par le be-

deau Hofer, qui donne aussi tous les renseignements désirables. Com-

mencement des immatriculations le 14, des cours le 15 octobre.

Bale, fin juin 1891.

Le recteur: H. FEHLING.

En vente chez l'éditeur L. VINCENT, Lausanne, et chez les libraires:

**L'INAUGURATION**

**DE L'UNIVERSITÉ DE LAUSANNE**

Compte-rendu des fêtes des 18-20 mai 1891, avec les discours qui y

ont été prononcés et la liste des invités.

Brochure in-8° de 128 pages, 1 fr. 3132

**AVIS**

3897. The Swiss Mercantile Employment Agency London,

succursale du bureau central de placement de la Société

suissesse des Jeunes commerçants, Zurich, a transféré ses bu-

reaux de 42 Cheapside à 58 Finsbury Pavement et y a ouvert

une salle de lecture (Newsroom). On y trouvera les principaux journaux

anglais, allemands, français et suisses.

Le gérant E. Schaefer, 58, Finsbury Pavement, London

E. C., s'est imposé la tâche spéciale de procurer à ses compatriotes

qui visiteront, de bonnes places ainsi que des logements convenables

et à bon marché. Un accueil cordial est assuré d'avance à chacun.

(Voir pour détails le communiqué.)

**CANTATE**

**PESTALOZZI**

partition piano et chant, 1444

avec vue du monument, portrait et biographie.

1 fr. 25

chez l'auteur, H. GIROUD

STE-CROIX (VAUD)

et dans les librairies et magasins de musique.

**25 ANS DE SUCCÈS**

**RECOMMANDÉE PAR LES AUTORITÉS**

**MEDICALES DE TOUT LES PAYS**

**IS DIPLOMÉS D'HONNEUR**

**IS MÉDAILLES D'OR**

**ALIMENT POUR LES**

**ENFANTS EN BAS ÂGE**

**SE VEND DANS LES**

**PHARMACIES ET DROGUERIES.**

**Poudre Andel**

**TRANSMARINE**

nouvellement découverte

**TUE**

les punaises, les puces, les blattes, les teiges (mit-

tes), les cafards, les mouches, les fourmis, les

cloportes, les pucerons d'oiseaux, principalement

tous les insectes, avec une promptitude et une sûreté pres-

que surnaturelle, de sorte qu'il n'en reste pas la moindre

trace du couvain d'insecte.

Cette poudre, véritable et à bon marché, se vend à Pra-

gue,

chez J. ANDEL, droguiste

"13, au chien noir, Ruesasse 13"

A Lausanne: chez MM. A. & E. Simond fils, droguerie,

13, rue du Font 13. A Payerne: chez M. D. Perrin, où se

trouve le dépôt général pour la Suisse française. n°3417-2322

**VIN DE VIAL**

Tonique reconstituant

Le plus énergique que

doivent employer

Convalescents, Vieilles

Femmes et Enfants

débiles et du système osseux

Le VIN de VIAL est l'association des médicaments

les plus actifs pour combattre Anémie, Chlorose,

Phthisie, Dyspepsie, Age critique, longues Con-

valences. En un mot, tout état de langueur et

d'affaiblissement caractérisé par la perte de l'appétit

et des forces.

Lyon — Pharmacie J. Vial, rue de Bourbon, 14. — Lyon

Dépôts: Lausanne, Ph<sup>e</sup> Pischel, Feyler, Grandjean, Cadonau; à

Vevey, Buhlmann, Germond; à Montreux, Rapin. 246

**MORGINS-LES-BAINS**

VALAIS. — Altitude 1400 mètres, Cinq heures de Genève.

Eaux ferrugineuses. Forêts sapins. Climat relativement doux,

égal, abrité Nord, loin des glaciers. Exempt brouillards. Air pur,

constamment renouvelé par brise de trois vallées. Voila Morgins

réalisant l'idéal d'une station où jamais l'anémie résistera à cure

suffisante. Prospectus gratuits. Un docteur est attaché à l'établis-

sement. 2662

**A louer de suite, dans une position exceptionnelle**

**à proximité de la ville de Vevey.**

1<sup>er</sup> Un appartement de 8 chambres, 2 salons, salle à manger,

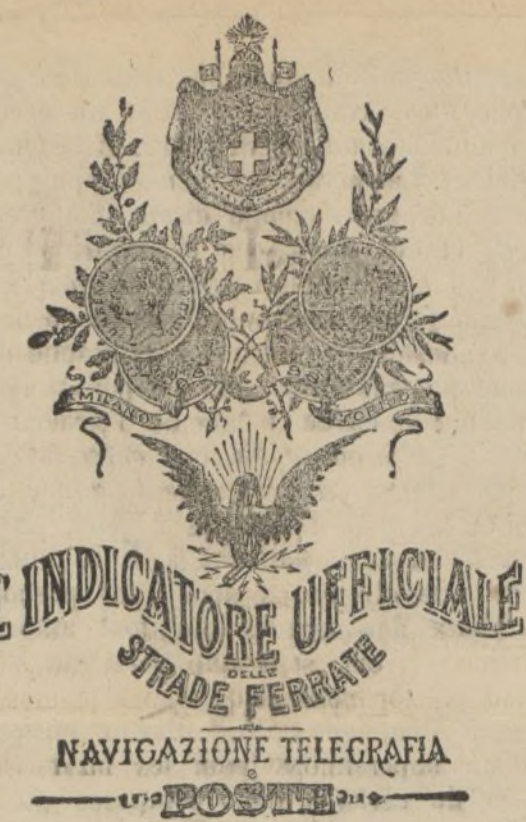
cuisine au sous-sol avec monte-plats, dépendances, jouissance d'un

beau parc. Prix de location: Fr. 2500.

2<sup>nd</sup> Un appartement au 2<sup>nd</sup> étage, composé de 6 pièces, cui-

sine, cave au sous-sol. Prix de location: 1000 fr. par an.

S'adresser au notaire Monod, à Vevey. 1204



Pour tout ce qui concerne la publicité dans les

## INDICATEURS OFFICIELS

DES

Chemins de fer, Tramways, Bateaux, Postes et Télégraphes

DU

## ROYAUME D'ITALIE

(Guides et Horaires officiels édités par la maison Pozzo)

seuls autorisés par décret du Gouvernement Royal en date du 20 août 1868, ainsi que par la Direction générale des Postes royales le 22 août 1878, et par une convention spéciale officielle pour les lignes de l'Adriatique et de la Méditerranée.

S'adresser exclusivement aux fermiers des annonces

## HAASENSTEIN ET VOGLER

AGENCE DE PUBLICITÉ

24, Place Palud LAUSANNE Place Palud 24

ET SES SUCCURSALES EN SUISSE ET A L'ETRANGER

**ORFÈVRE CHRISTOFLE**  
EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1889  
**COUVERTS CHRISTOFLE**  
ARGENTÉS SUR METAL BLANC

**DEUX GRANDS PRIX**  
LA MARQUE DE FABRIQUE

Sans nous préoccuper de la concurrence de prix qui ne peut nous être faite qu'au détriment de la qualité, nous avons constamment maintenu la perfection de nos produits et sommes restés fidèles au principe qui a fait notre succès:

Donner le meilleur produit au plus bas prix possible.

Pour éviter toute confusion dans l'esprit de l'acheteur, nous avons maintenu également l'unité de qualité, celle que notre expérience d'une industrie que nous avons créée il y a quarante ans, nous a démontrée nécessaire et suffisante.

La seule garantie pour l'acheteur est de n'accepter comme sortant de notre Maison que les objets portant la marque de fabrique ci-contre et le nom CHRISTOFLE en toutes lettres. CHRISTOFLE & Co.

Séjours à la campagne et balnéaires, services militaires, etc.

## L'ADMINISTRATION DE L'ESTAFETTE

fournit pour n'importe quelle durée des

**ABONNEMENTS AU NUMÉRO**

pour séjours de campagne, séjours balnéaires, services militaires, etc., au prix de

**5 centimes le numéro**

pour la Suisse et 10 centimes pour l'étranger.

Adresser les demandes à l'administration, place Palud, 24, Lausanne.

**LA BALOISE**  
Compagnie d'assurances sur la VIE et contre les ACCIDENTS  
fondée à BALE en 1864.

**BRANCHE VIE**

Etat des assurances en 1890	Capital social (1 million versé, 9 millions obligat.)	Fr. 116,500,000
Garanties	Reserves	35,000,000
Réglement d'assurances depuis la fondation		35,000,000

Polices incontestables après 5 ans, le capital payable en totalité, même en cas de suicide, duel, etc., innovations d'une importance capitale pour la famille et pour les polices servant de garantie.

Les contrats de 3 ans ne sont pas annulés par la cessation du paiement des primes, mais convertis en polices libérées sans qu'il soit besoin d'un avis.

Délai de 30 jours pour le paiement des primes et de 3 mois pour les restitutions de police, sans nouvel examen médical.

Voyages d'entre-mer permis dans une large mesure sans surprime.

Opérations de LA BALOISE: Assurances en cas de décès, assurances mixtes et à terme fixe; assurance de dotation et de prévoyance pour la vieillesse, rentes viagères, etc.

S'adresser à M. DUNKI, agent général à Lausanne, rue Centrale 3, et à MM. les agents de La Baloise pour le canton de Vaud.

**BRANCHE ACCIDENTS**  
Assurances individuelles contre les accidents corporels moyennant une prime très modique. — Agence générale pour la Suisse romande: Jules PHILIPPE, 8, quai Pierre-Fatio, Genève. n°2070x-57

## YVERDON. HOTEL DU PORT

à 2 minutes de la gare.

François GILLARD, nouv. propriétaire, membre de l'Union des voyageurs.

Etablissement confortable spécialement pour voyageurs de commerce et familles. Prix modérés.

Ecuries. Voitures à l'hôtel. 3813

## Excellent vin d'Algérie

CLOS VOUGA

n°8619x-6216

à Francs 60 l'hectolitre

J. Bouvier

20, rue Général-Dufour, GENEVE

Echantillons sur demande.

## ODONTINE DUVOISIN

Pharm. Chir. Dent. Verrières.

La meilleure pâte dentifrice.

dans toutes les pharmacies. 6032

## COLPORTEURS

[3881] demandés dans toute la

Suisse, pour la vente d'un nou-

vel article original, pour la

fête fédérale. ECOULEMENT

FACILE et joli bénéfice.

C. ED. DELITZSCH, fabri-

cateur de timbres et atelier de gra-

ture, Zurich, Waaggasse, n° 7.

**SWISS** wants situation as

Good linguist. 3861

Librairie Deladoey, Aigle.

## CHALET DES CRÊTES

Bouveret (Valais)